

Engager le débat pour une **alternative socialiste**

Construire et transformer le Front de Gauche pour changer la donne à gauche

Contribution de Gauche Unitaire
pour un projet d'émancipation



Avertissement

Ce texte est un document de travail, qui a été débattu dans les comités locaux et lors de la Conférence Nationale de Gauche Unitaire des 26 et 27 juin 2010.

Le document a une double nature, il vise dans l'objectif du Congrès National de décembre à la fois à débiter un exercice d'élaboration programmatique et à commencer un travail de définition politique de Gauche Unitaire qui soit partagée par l'ensemble de ses membres quels que soient leurs parcours militants antérieurs. Il s'agira donc au congrès d'adopter un document fruit de la confrontation des idées au sein de notre jeune organisation. Nous restons dans un processus d'élaboration collectif, d'où des éléments encore à l'état d'ébauche, avec des parties à compléter, à enrichir, à rééquilibrer entre elles. Le congrès sera le lieu qui permettra de mettre en commun nos réflexions et nos propositions. Bonne lecture et bon travail.

Table des matières

Introduction	4
I. Une crise sans précédent qui signe la faillite du néolibéralisme	5
Le néolibéralisme, dominant depuis trois décennies, c'est un capitalisme agressif.	5
Le néolibéralisme : une contre-offensive du Capital	5
Un capitalisme guerrier	7
Derrière la crise du néolibéralisme, une crise de civilisation	8
La planète est secouée par une grande instabilité mondiale.	8
La crise écologique.	8
La crise démocratique.	9
L'offensive sarkozienne en France	10
II. Face à la crise du capitalisme, faire émerger une nouvelle alternative de société !	11
La bourgeoisie s'organise et se réorganise	11
Le mouvement ouvrier est en crise	13
De nouvelles questions se posent	14
III. Pour une alternative socialiste !	17
Œuvrer à la renaissance d'une perspective d'émancipation pour le siècle qui s'ouvre.	17
La lutte contre le capital est une question centrale	18
Socialisme: l'horizon d'une société d'égalité	18
Démocratie : pas d'égalité sans liberté, pas de liberté sans égalité !	18
Libérer l'information et la culture du pouvoir et de l'argent : un enjeu clé de la démocratie !	19
Syndicalisme : la base des contre pouvoirs.	20
Ecologie : sauver la planète pour sauver l'humanité	20
Révolution : la rupture incontournable	21
IV. Un nouveau parti pour un socialisme démocratique	22
V. Construire et transformer le Front de Gauche pour changer la donne à gauche	24
Avancer vers des assises du Front de gauche	25
Pour un Front de Gauche qui pose la question du pouvoir : vers un nouveau Front Populaire	26
Des mesures pour enclencher le changement	27
Conclusion	31

Introduction

C'est parce que Gauche Unitaire fait l'analyse d'une crise sans précédent de la gauche et de la nécessité de maintenir vivante une perspective d'émancipation que nous avons décidé d'engager nos forces dans le Front de Gauche, aux côtés des militants du Parti communiste français et du Parti de gauche. Le Front de gauche est une réalité politique désormais installée dans le champ politique, représentant le début d'une réponse pertinente à la crise du mouvement ouvrier en France. Nous entendons œuvrer à son enracinement et à son développement. Dans cette perspective, la réflexion que nous impulsions ici vise à préciser la compréhension de la situation et des tâches politiques communes aux militantes et militants de GU. Ce texte vaut également comme une contribution que nous versons aux débats du Front de Gauche. Plus largement, nous espérons qu'il intéressera toutes celles et ceux qui militent pour la reconstruction d'une gauche de gauche.

La constitution du Front de Gauche lors des élections européennes de juin 2009 et sa pérennisation à l'occasion des régionales ont permis de franchir une étape décisive : celle de rendre crédible la perspective d'une construction politique nouvelle, formée autour d'un projet clair de refondation d'une vraie gauche, sociale, solidaire, écologiste, anticapitaliste, rassemblée et ouverte aux nouveaux enjeux que pose l'affirmation d'un projet d'émancipation. Dans la situation actuelle de grande crise du capitalisme, l'existence du Front de Gauche est un acquis précieux. À l'heure où, après avoir sauvé les banques et les banquiers, les gouvernements d'Europe et du monde font payer la facture aux travailleurs et aux peuples, alors que la crise économique débouche sur une crise de l'Union européenne, la situation interdit les demi-mesures. L'attitude des partis sociaux-démocrates en Europe, dont celle de la direction du Parti Socialiste en France, l'illustre bien. La dénonciation en paroles des méfaits du capitalisme ne résiste pas aux actes, quand il s'agit pour ceux qui sont au pouvoir de prendre des mesures d'austérité sans précédent (Grèce, Portugal, Espagne...) ou de les soutenir pour ceux qui sont dans l'opposition (comme l'a fait le PS avec le « prêt » consenti au gouvernement grec). Dans ces conditions, les responsabilités du Front de Gauche et de ses composantes sont considérables.

Dans cette période de crises et de confusion, il est vital de pouvoir opposer une résistance sociale. Mais pour se développer, celle-ci doit pouvoir s'appuyer sur une logique politique alternative. Développer les mobilisations sociales, relier des luttes éparses autour d'un horizon commun, enclencher la remobilisation politique des classes populaires : autant de conditions pour un réel changement politique et social. Il s'agit de refonder l'alternative globale au capitalisme, le socialisme.

I. Une crise sans précédent qui signe la faillite du néolibéralisme

Nous sommes entrés dans une ère de grands bouleversements. La crise, qui frappe le mode d'accumulation du capital dominant depuis trois décennies, s'avère historique, systémique, durable, inédite depuis la grande dépression des années 1930. Elle se révèle tout à la fois économique, financière, sociale, écologique, alimentaire... Le cyclone financier qui s'abat depuis l'été 2008 sur l'ensemble de la planète frappe au cœur le projet autour duquel s'étaient unifiées les classes dominantes : le néolibéralisme. Il engendre des crises politiques majeures et confronte l'humanité à des enjeux de civilisation.

Le néolibéralisme, dominant depuis trois décennies, c'est un capitalisme agressif.

La globalisation du monde s'est opérée sous les auspices d'une nouvelle dynamique capitaliste, dite néolibérale. Au bénéfice des possédants, ce projet visait à réorganiser les rapports sociaux au sein du monde capitaliste développé, ainsi que l'ensemble des rapports de domination à l'échelle de la planète. Après l'implosion de l'URSS, ce mouvement a été renforcé : par l'instauration de nouveaux rapports de force mondiaux sous domination de l'hyper-puissance américaine, l'intégration progressive de la Russie et de l'ensemble de l'Est européen au marché mondial, et en 2001 par l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce... Après avoir marqué des signes d'essoufflement au début des années 2000, ce capitalisme est à présent secoué par une grande crise systémique. De l'ampleur de celle des années 1930, cette crise marque la faillite du modèle néolibéral fondé sur la financiarisation parasitaire et un endettement de masse. La possibilité d'un effondrement du système financier international et d'une grande dépression est toujours une menace qui plane sur le monde.

Le néolibéralisme : une contre-offensive du Capital

Le projet néolibéral est né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale au sein de cercles intellectuels occidentaux. Il s'oppose violemment à l'Etat social et fait du marché libre la valeur suprême. Il fut expérimenté dans les années 1970, au Chili d'abord sous la dictature de Pinochet, puis au Royaume Uni et aux Etats-Unis. Suite à la crise pétrolière et à la stagflation, combinant faible croissance et inflation, qui mirent en crise le modèle keynésien, les dogmes de l'Ecole de Chicago s'imposèrent. Le néolibéralisme s'est progressivement diffusé à l'ensemble du monde pour donner naissance à un nouveau mode d'accumulation capitaliste. Ce dernier a pris le relais de celui qui avait dominé les trois décennies ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, au cours de

la période marquée économiquement par l'immense chantier de la reconstruction, par la mise en œuvre des politiques keynésiennes, un long cycle expansif... Et, au plan politique, par l'existence dans nombre de pays industrialisés d'un mouvement ouvrier puissant.

Sous le signe du néolibéralisme, souvent avec le concours des social-démocraties, la déréglementation généralisée, la privatisation de toutes les activités humaines, en premier lieu des services publics, le dogme de l'équilibre budgétaire ont permis aux bourgeoisies occidentales d'infliger de sévères défaites aux mouvements ouvriers nationaux, ouvrant la voie à l'augmentation du profit et aux restructurations nécessaires à la dynamique du capitalisme. Spécifiquement « nouveau » dans le projet néolibéral : le fait qu'il ne prône pas le retrait de l'Etat face au marché, mais son intervention active pour constituer et garantir les mécanismes du marché. La construction de l'Europe sous le signe du « marché libre » illustre bien cette politique. Aujourd'hui, les milliards d'euros versés par les gouvernants pour sauver le système financier en donnent une autre illustration.

La globalisation néolibérale est allée de pair avec une transformation profonde des formes d'organisation et de division internationale du travail. Avec le développement de la sphère financière et de ses institutions, les marchés mondialisés se sont imposés avec leurs critères de court terme comme le capitalisme dominant. La révolution scientifique et technique de l'informatique et de l'électronique a permis le démantèlement des grands complexes industriels au Nord, la concentration financière et technologique du pouvoir économique accompagnant la mise en réseau des entreprises et l'éclatement des collectifs de travail. Le développement d'unités de production décentralisées, avec des établissements de quelques centaines de salariés, a fait disparaître les bastions ouvriers sur lesquels s'était construit le syndicalisme de l'après Deuxième Guerre mondiale. Des firmes transnationales (FTN), disposant d'une puissance parfois équivalente à celle des Etats, se sont développées.

Il convient d'analyser, derrière le terme de *délocalisation*, abondamment utilisé, les stratégies internationales des firmes : les FTN déterminent leur localisation en fonction de critères qui ne sont pas simplement le coût du travail, fondamentalement elles se servent de la mise en concurrence des systèmes sociaux – particulièrement au sein de l'UE – pour exercer un chantage à la baisse du coût du travail. La réalité des délocalisations au sens strict, définies comme la fermeture d'une unité de production dans un pays développé pour ouvrir la même unité dans un pays du Sud, est limitée, n'expliquant pas la destruction massive des emplois industriels dans nombre de pays développés.

Le phénomène symbolise néanmoins l'offensive anti-ouvrière et anti-sociale systématique, planifiée et maîtrisée, de démantèlement des acquis sociaux, qui vise à modifier les rapports de forces entre les classes au profit du capital et au détriment du travail. Dans les pays développés, elle se traduit depuis le début des années 1980 par une augmentation considérable de la part des profits au détriment des salaires, et par le démantèlement des services publics et des systèmes de protection sociale (assurances maladie, retraites, chômage...). Dans les pays du Sud les inégalités s'accroissent de manière encore plus scandaleuse, tandis que sont intégrées dans le salariat mondial d'immenses classes ouvrières surexploitées, la classe ouvrière chinoise en premier lieu, le plus souvent privées d'organisation collective.

Ce processus de réorganisation globale du monde sous domination capitaliste s'opère sous la conduite de multiples acteurs : les organisations régionales (Union Européenne, ALENA) et les institutions internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale), mais aussi les Etats et les grandes entreprises, tout à la fois alliés et concurrents dans cette dramatique course au profit. La crise actuelle montre d'ailleurs que les firmes transnationales, qui pratiquent leur propre lobbying auprès des institutions internationales, conservent une nationalité. Les Etats défendent leurs capitalistes, même si, comme Renault, ils sont implantés dans plusieurs pays. Il n'existe en fait que peu de firmes réellement multinationales.

Un capitalisme guerrier

Le néolibéralisme se combine à une offensive idéologique réactionnaire appelée néoconservatisme : l'idée d'une volonté politique collective étant disqualifiée au profit des agissements « rationnels » des individus, toutes les questions politiques sont reformulées en termes d'enjeux moraux. La démocratie est vidée de son contenu dès lors que la souveraineté du peuple apparaît plus que jamais aux classes possédantes comme un concept antagonique au pouvoir des marchés. Ce qui par ailleurs n'empêche pas d'en faire l'alibi de la « guerre des civilisations » au plan international et de la pénalisation de la misère au plan intérieur.

Le spectre de la barbarie guerrière plane de nouveau sur l'ensemble du globe. Après la défaite du prétendu « camp socialiste », se sont affirmées de nouvelles puissances régionales – Chine, Brésil, Iran...-, qui sans être en mesure de contester la suprématie des Etats-Unis ont modifié les équilibres mondiaux. Dans le même temps on a vu à l'échelle de la planète s'organiser un redéploiement de l'impérialisme au nom de la lutte contre un nouvel ennemi global, le terrorisme islamiste. De la Géorgie à l'Afghanistan, de l'Irak à la Corée, de l'Iran à la Tchétchénie, les tensions se multiplient et des confrontations militaires se nouent. Toujours au nom de la « démocratie » ou de la lutte contre le « terrorisme », en réalité pour imposer de nouveaux rapports de force planétaires et assurer aux plus puissants le contrôle de l'approvisionnement en matières premières, ce qu'illustre la possible superposition des deux cartes des ressources en matières premières et des guerres. Bras armé des principales puissances impérialistes, regroupées sous la houlette de la première d'entre elles, les États-Unis, l'Otan a réorganisé son dispositif afin de pouvoir frapper partout où leurs intérêts pourraient être menacés. Au sein des États, ce nouveau contexte de guerre contre le terrorisme conduit à un étouffement et à une régression des libertés démocratiques, ce qui entrave d'autant plus les résistances et facilite les politiques antisociales.

Pour sa part, la construction européenne est la caricature de la conception néolibérale du monde. Du traité de Rome jusqu'à celui de Lisbonne (en passant par Maastricht et le TCE) elle s'est construite sur le seul terrain économique, ce que sanctuarisait le TCE : *“L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée”*. Cette Europe, combattue, et désavouée par les référendums français et néerlandais de 2005, a largement fait la démonstration de sa nocivité sur le plan démocratique : circulation des hommes (Schengen), casse des services publics, etc. Et voilà qu'avec l'explosion de la crise, cette même Europe du traité de Lisbonne s'avère incapable de faire face à la situation. Confrontée aux autres puissances économiques, tout aussi libérales, elle se montre impuissante à aider ses pays membres menacés par les agences de notation. Faute de dimension politique affirmée, d'un budget européen digne de ce nom, et sous les contraintes de la BCE et de l'interdiction à tout pays d'en soutenir un autre, elle démontre sa vacuité. A tel point que d'aucuns (hier thuriféraires de cette Europe) s'interrogent sur une possible fin de l'Euro, voire de l'Europe elle-même. Nous n'avons jamais confondu notre combat contre l'Europe libérale avec celui des nationalistes et autres populistes, à présent face à la crise mondiale nous entendons, avec tous ceux qui en France et en Europe ont porté un « non de gauche » au TCE, construire une Europe politique, démocratique et sociale.

Derrière la crise du néolibéralisme, une crise de civilisation

La crise qu'affronte le capitalisme a le mérite de remettre les pendules à l'heure. La domination de la finance et la transnationalisation du capital n'ont nullement débouché sur une période de prospérité, de libération des individus, de paix. Le mythe d'une « fin de l'histoire », qu'était censée favoriser l'autorégulation des marchés, a fait long feu. Les inégalités flambent comme jamais, des zones entières du globe sombrent dans le chaos, le spectre plane d'un désastre écologique sans précédent, les foyers de guerre se multiplient dès lors que multinationales et États se livrent une concurrence acharnée pour la conquête de débouchés rentables et un nouveau partage du monde.

La planète est secouée par une grande instabilité mondiale.

La réorganisation impérialiste du monde, s'appuyant directement sur la puissance militaire américaine, s'est opérée sur un mode chaotique. La stratégie américaine s'est tout d'abord enlisée en Irak, avant de se retrouver en échec en Afghanistan. L'élection de B. Obama a ainsi commencé à prendre acte de l'échec du projet néoconservateur visant un remodelage du monde sous hégémonie états-unienne. Avec la crise survenue en 2008 et ses rebonds ultérieurs, une phase de la globalisation tend à prendre fin. Une nouvelle configuration mondiale a commencé de voir le jour, révélant de nouveaux rapports de force entre puissances et zones de la planète, dessinant de nouvelles hiérarchies de dépendance. Tout en donnant des gages à son lobby militaro-industriel, la nouvelle administration états-unienne redéfinit sa doctrine stratégique en tenant compte de la montée en puissance de la Chine (dont les États-Unis sont le principal débiteur) et plus généralement de l'Asie, de la réorganisation de la puissance russe, des convulsions du continent africain et des transformations de fond en Amérique latine.

Les guerres impérialistes, les inégalités entre Nord et Sud, et au sein des pays pauvres entre villes et campagnes, entraînent d'importants flux migratoires (surtout Sud-Sud). Ces mouvements accroissent le défi urbain avec la constitution de mégalo-pôles, ils posent le problème de la situation des réfugiés et des migrants qui, réduits à une citoyenneté de seconde zone, sont la cible des nationalismes et des racismes de toutes sortes.

Démentant les pronostics des idéologues du nouveau capitalisme, la lutte des classes hante de nouveau les élites dirigeantes, des États-Unis à la Chine, de l'Europe à l'Amérique latine... Pour l'emploi, pour les salaires, pour les retraites, pour une vie digne, pour l'égalité, de grands affrontements se nouent sur tous les continents, en particulier au sein de la vieille Europe.

La crise écologique.

La crise écologique se caractérise par une exploitation sans limites des ressources naturelles qui provoque une détérioration profonde, parfois irréversible, de l'environnement. Cette destruction des milieux naturels résulte de la marchandisation du vivant qui s'est accentuée ces dernières années avec l'extension du capitalisme mondialisé, de l'urbanisation croissante et de l'expansion de l'agriculture industrielle intensive, ainsi que par la diffusion d'éléments chimiques et de radionucléides dans les terres, les mers et l'atmosphère.

Les conséquences sont nombreuses, dont une crise majeure pour la biodiversité (nous sommes dans une phase d'extinction massive des espèces) avec la pollution des océans et un fonctionnement de la biosphère perturbé (dont le réchauffement climatique)...

Pour les humains, les conditions de vie se détériorent à vitesse accélérée. L'accès à l'eau potable devient une gageure technologique, donc économique. L'accès à une nourriture saine s'amenuise.

D'un point de vue psychologique, la vie urbaine moderne est source de nombreux maux. In fine, la santé devient précaire pour un nombre toujours plus grand d'individus, en premier lieu celle des travailleurs, doublement exposés à ces nuisances, au travail et durant leur temps libre.

Le système capitaliste, basé sur une croissance exponentielle de la production de marchandises sous le fouet du profit, vient heurter la finitude de notre planète et de ses ressources. La crise écologique, loin de relever de la prophétie catastrophiste, est un processus déjà à l'œuvre. Dans de nombreux pays du Sud, elle bouleverse les conditions de vie des habitants. La multiplication des conséquences économiques, sociales, politiques, migratoires de la crise écologique ne vont cesser de s'accroître dans les prochaines années.

C'est pourquoi la perspective d'un « capitalisme vert », ou les promesses d'une politique de l'éco-business (invitant par exemple, sur la base du constat de la crise énergétique, à remplacer le pétrole par le panneau solaire pour assurer le retour à une croissance sans fin) relèvent de l'illusion, sinon de l'escroquerie pure et simple.

Il serait déraisonnable de refuser de prendre en compte les données de la crise écologique et les contraintes environnementales pour tout projet de transformation sociale. Mais tout autant de poser l'exigence écologique en faisant abstraction du système capitaliste et de l'ensemble des problèmes qui lui sont liés : l'exploitation forcée des hommes et de la terre, les inégalités sociales qui autorisent une poignée de privilégiés à un gaspillage éhonté et la grande masse à sombrer dans la misère, les tensions sociales et géostratégiques pour la mainmise sur les richesses naturelles (eau, pétrole, minerais...), les pollutions industrielles, les distorsions dramatiques du développement économique (agriculture et alimentation, croissance anarchique des mégapoles)...

A tous les problèmes qu'il a créés le capitalisme ne peut répondre que par une fuite en avant aveugle, qui conduit l'humanité à la catastrophe. Prendre la mesure du défi, c'est admettre que le socialisme sera nécessairement un écosocialisme – guidé par la logique d'un développement soutenable -, et qu'il n'y a pas d'écologie conséquente s'affirmant étrangère au combat pour le socialisme.

La crise démocratique.

La démocratie - avec ses formes parlementaires, la place centrale donnée au suffrage populaire comme aux droits et aux libertés -, présentée comme structurant les sociétés capitalistes occidentales et celles appelées à reproduire ce modèle, est en crise.

► Au sein des Etats-nations comme au plan transnational, les gouvernants dessaisissent les peuples de leur souveraineté en soustrayant à la délibération démocratique des questions décisives pour l'avenir de l'humanité (nucléaire, politiques économiques et monétaires ...).

► La crise démocratique se traduit aussi par la pénalisation des conflits sociaux, la pénalisation de la pauvreté, des lois liberticides, le fichage, le contrôle de la population, la politique d'immigration, le déni de l'expression démocratique du peuple dans les urnes (cf. le référendum sur le TCE) ou le mépris des gouvernants envers les mobilisations citoyennes (votation citoyenne sur la Poste), ce qui n'est pas étranger à l'accroissement de l'abstention électorale au sein des catégories populaires.

► La guerre contre le terrorisme et les pratiques autoritaires générées par la contre-révolution conservatrice autorisent toutes les formes de répression, jusqu'à faire de l'utilisation de pratiques d'exception une forme courante de gouvernement.

► Par ailleurs, en Chine, c'est sous la dictature d'un parti unique dit communiste que la société connaît un développement économique impétueux, faisant de ce pays une grande puissance

mondiale et l'un des pôles économiques essentiels d'un monde capitaliste engagé dans une redéfinition de ses équilibres.

Entre progrès et régressions - en matière d'égalité, de solidarité, de liberté, de justice...-, le devenir de l'Humanité est en suspens. Après l'effondrement d'un prétendu « socialisme réellement existant » à figure totalitaire, après les échecs des social-démocraties, et à l'aune des développements contemporains... C'est la notion même d'alternative progressiste au capitalisme qui est mise en doute.

Cette période de crise appelle des réponses radicales : si une gauche digne de ce nom n'est pas en mesure de les apporter, on peut craindre que ce soit à droite, sinon très à droite, qu'elle se dénoue.

L'offensive sarkozyenne en France

La situation politique française s'inscrit dans ce contexte global. Depuis la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007, s'est installée aux commandes une droite porteuse d'un projet d'adaptation brutale du pays aux nouvelles exigences du capitalisme. Depuis lors, s'inspirant ouvertement de l'exemple de la révolution néoconservatrice née aux États-Unis, elle s'est efforcée d'infliger au monde du travail une défaite sociale majeure. Elle a multiplié les cadeaux au monde des affaires et aux actionnaires, en particulier avec le « bouclier fiscal ». Elle s'est employée à atrophier les libertés, à criminaliser les secteurs combatifs du mouvement social, à domestiquer totalement l'appareil judiciaire, à contrôler étroitement les médias, à attaquer la laïcité, à présidentialisier un peu plus le régime, à imposer avec le Traité de Lisbonne ce que le peuple avait rejeté lors du référendum de 2005, à accélérer l'offensive contre les retraites. Elle a opéré un tournant atlantiste, qui voit la diplomatie française s'aligner sur les desiderata de l'administration américaine, qui a conduit à réintégrer le commandement militaire de l'Otan et s'engager dans de nouvelles aventures impérialistes, comme en Afghanistan. Tout cela allant de pair avec une offensive idéologique permanente, une véritable « bataille des idées », visant à imposer l'hégémonie du libéralisme et étouffer les résistances qui ont émergé depuis novembre-décembre 1995. Mais dans le contexte de la crise du capitalisme, déjà ébranlé par les résistances sociales et les sanctions électorales de 2008 et 2010, subissant les contrecoups de son mode de gestion des affaires, affaibli dans sa légitimité par la révélation des étroites relations nouées entre son parti et le monde de la finance, Sarkozy peine désormais à maintenir l'unité d'une droite qui met en doute sa capacité à la mener à de nouvelles victoires. À cet égard, la nouvelle réforme engagée sur le terrain des retraites vaudra comme un test de sa capacité maintenue d'initiative.

II. Face à la crise du capitalisme, faire émerger une nouvelle alternative de société !

Nous entrons dans une nouvelle situation mondiale. Le capitalisme sous sa forme néolibérale se voit délégitimé à une échelle de masse. Il est confronté à des forces populaires très diversifiées, dont un large salariat d'une puissance sociale sans précédent, mais au sein desquelles ce qu'on avait coutume d'appeler *le mouvement ouvrier*, organisé et porteur d'une conscience de classe, est affaibli et désorienté. Alors que les défaites de la fin du siècle dernier pèsent toujours aussi lourdement sur les consciences, il convient de prendre en compte des coordonnées nouvelles du siècle qui s'ouvre pour reformuler une véritable alternative de société.

Avec cette crise capitaliste mondiale aux dimensions multiples et combinées - économique, écologique et démocratique... -, les conflits sociaux sont appelés à s'exacerber. Mais, du fait des profondes transformations qui se sont produites au cours des dernières décennies, ils prennent des formes inédites, voire chaotiques, et se voient privés d'un horizon historique : une alternative de civilisation.

La bourgeoisie s'organise et se réorganise

Après l'éclatement de la crise des subprimes aux États-Unis, les dirigeants du monde capitaliste ont juré, la main sur le cœur, qu'ils avaient compris la leçon, qu'ils étaient déterminés à réguler l'économie, moraliser le capitalisme, assécher les paradis fiscaux, renforcer les institutions financières internationales... En pratique, confrontés à la faillite de leur système, ils se comportent en pompiers pyromanes. La production industrielle s'affaisse partout, la récession frappe la quasi-totalité des pays, l'économie mondiale plonge, et ils continuent à agir comme auparavant. En dépit de la catastrophe présente, ils restent dans les clous de la libre concurrence et de la compétitivité, ils inondent les marchés de liquidités, ils volent au secours des banquiers et infligent aux populations de nouvelles cures d'austérité, ils vont même jusqu'à expliquer cyniquement que la récession doit être mise à profit pour accélérer ce qu'ils appellent les « réformes »... Ce faisant, ils préparent de nouvelles crises, lesquelles seront encore plus dramatiques pour le plus grand nombre.

La crise systémique sonne le glas du modèle néolibéral et de ses soubassements idéologiques : la « théorie » de l'autorégulation des marchés, celle de la victoire définitive du capitalisme libéral, l'évidence de l'inévitabilité des politiques de déréglementation... Situation qui ouvre à la nécessité

d'un projet alternatif, d'un mode d'accumulation différent. C'est de manière empirique que se testent de nouvelles modalités de réalisation du profit, de gestion du monde de la finance, de relations entre Etats et avec les firmes multinationales. Mais les classes dirigeantes se trouvent privées d'une vision claire des transformations à opérer et d'un projet construit et partagé. De ce fait, on voit les gouvernements s'accrocher au seul impératif de la défense des banques et des privilèges, par des politiques faisant payer la crise aux travailleurs et aux peuples. Au prix de divisions entre eux qu'on voit s'accroître, la plupart recourent aux vieilles recettes de l'austérité, en toute conscience des risques que celles-ci font courir et à l'économie, porteuses qu'elles sont de logiques d'aggravation des tendances dépressives, et aux sociétés auxquelles on inflige de dramatiques régressions politiques et sociales.

Comme toujours dans ce genre de situation, c'est par l'intensification du taux d'exploitation du travail que le capital s'efforce de trouver une issue à sa crise. Déjà le chômage flambe, les licenciements et les délocalisations se multiplient, on entreprend de réduire partout le coût de la reproduction de la force de travail, on s'emploie à faire baisser encore les salaires, on accélère le démantèlement des dispositifs de protection sociale, on marchandise tout ce qui peut être source de nouveaux profits. Ce sont donc de régressions gravissimes et de destructions aggravées des droits sociaux que nous sommes menacés.

En l'absence de riposte sociale à la hauteur et de réponses politiques adaptées à gauche, un tel contexte est propice à la remontée des courants nationalistes, chauvins, populistes et fascistes. Les exemples se multiplient en Europe. Après leur succès aux élections européennes de 2009 (qui a vu l'élection inédite de députés d'extrême droite britanniques), les extrêmes droites deviennent des forces politiques influentes dans divers pays européens. En Hongrie et aux Pays-Bas, elles sont devenues la troisième force politique du pays. En France, le Front National aux régionales de 2010, aidé par la crise du projet sarkozyste, a renoué avec ses succès inquiétants. Il se restructure autour de Marine Le Pen qui, tranchant sur la forme avec les outrances verbales de Jean-Marie Le Pen, axe son discours sur la thématique sociale. Le FN explore les voies d'une réorganisation idéologique : discours « social », anti-européen, stigmatisation des immigrés, intégration des questions écologiste et régionale... La rupture avec les oripeaux néo-nazis trop visibles et les courants traditionalistes, ainsi que la mise au rebut du discours ultralibéral hérité des années Mégrét, peuvent lui conférer une cohérence idéologique nouvelle.

La création de l'« Alliance des mouvements nationaux européens » est susceptible de donner à ces courants une dimension européenne commune. A l'échelle du continent en effet, l'extrême droite impose ses thèmes de campagne racistes et nationalistes au niveau gouvernemental, jusqu'à créer de nouvelles tensions nationales. En Slovaquie, le parti social-démocrate progresse en voix en s'appuyant sur un discours raciste anti-rom et anti-hongrois. Le gouvernement hongrois, remettant en cause les frontières du traité de Trianon, distribue des passeports aux minorités magyares des pays environnants. La victoire des nationalistes flamands aux élections législatives belges ouvre la voie à un possible éclatement du pays. En Italie, le gouvernement Berlusconi trouve dans la Ligue du Nord un des piliers de sa majorité...

L'extrême droite connaît donc un renouveau en Europe, du fait des désastres sociaux provoqués par la crise du capitalisme, de la crise profonde de l'Union Européenne, de la caution que lui apporte le discours néoconservateur, et de l'absence d'un mouvement social fort porteur de réponses politiques claires à gauche.

Dans la crise actuelle, les processus de restructuration de la division internationale du travail s'accroissent. L'industrie automobile devient une industrie secondaire s'installant dans les pays à faible coût de main d'œuvre, tandis que les pays dits émergents profitent de la crise globale pour promouvoir une politique de substitution des importations les rendant moins dépendants du commerce mondial et des pays développés. Ce mouvement est en cours.

L'histoire témoigne que, confronté à une grande crise économique, le salariat ne voit pas mécaniquement s'accroître sa combativité et dynamisée sa volonté de changement. Le paradoxe actuel va plus loin que ce constat :

► D'un côté, les pouvoirs en place sont apparus comme faisant face à la crise par un réel volontarisme politique, qui se traduit par l'objectif immédiat de profiter de la situation actuelle (la récession, l'endettement massif...) pour infliger une cure brutale d'austérité aux populations, et finir le travail inachevé du libéralisme.

► De l'autre, s'engagent dans des cercles de moins en moins confidentiels des réflexions quant à l'éventuelle possibilité/obligation de rechercher une alternative au néolibéralisme (interventionnisme étatique, recours à des systèmes de protection sociale, de redistribution partielle des richesses, réflexion sur la baisse du temps de travail...).

Dans le même temps, la social-démocratie, en France par exemple, cherche à retrouver l'écoute de cette fraction des classes populaires qu'ont désorientées les politiques sociales-libérales du passé, mais elle se dérobe à la nécessité impérieuse de répondre par des mesures radicales à la crise historique du système. Elle tente de gauchir son discours quant aux dérives du capitalisme financier, mais reste fidèle à l'accompagnement des exigences des marchés lorsqu'elle centre son projet sur des thèmes tels que le care, les valeurs, la société du bien être... Son soutien au plan « d'aide » à la Grèce concocté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en est l'illustration. Ce faisant, elle se prépare à suivre le même chemin que les gouvernements « socialistes » grec, portugais ou espagnol, elle peut même envisager sans frémir d'être représentée à l'élection présidentielle française de 2012 par le directeur du FMI !

Le mouvement ouvrier est en crise

Ces attaques, pour brutales et globales qu'elles soient, n'ont cependant pas tardé à se heurter à la résistance des salariés, de la population, de la jeunesse. Si Sarkozy l'a emporté face à une gauche n'incarnant pas une alternative de changement, la société française ne s'est cependant pas convertie aux préceptes d'un néolibéralisme pressé de lui imposer une régression sans précédent. Si les luttes n'ont pu encore faire reculer gouvernement et patronat, le même Sarkozy a rapidement vu s'affaiblir sa légitimité. Les scrutins municipaux ou cantonaux de 2008 comme les élections régionales de 2010 lui ont infligé une sanction sans appel. Les mobilisations qui se développent depuis, dans les entreprises du secteur privé, dans les services publics, à l'école, à l'université, dans les hôpitaux, avec les chômeurs et les précaires, parmi les travailleurs sans papiers, contribuent à déstabiliser son pouvoir. La colère est si grande que, successivement, en février et mars 2009, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion ont connu des semaines de grève et de confrontation généralisée, contraignant au recul un patronat colonial et un gouvernement français qui cherchait à jouer le pourrissement du conflit. La montée du mécontentement parmi les salariés et l'aspiration à l'unité qui se fait jour parmi eux ont débouché, à l'initiative de toutes les organisations du mouvement syndical, sur l'organisation de grandes journées de mobilisation réunissant plusieurs millions de grévistes et de manifestants.

La crise de perspective à gauche devient, pour cette raison, un enjeu décisif. C'est parce qu'il n'apparaît pas de débouché politique authentique aux luttes et à l'attente populaire, que la droite sarkozyste a pu jusqu'à présent conserver l'initiative, la maîtrise du rapport de force, la capacité à choisir les terrains de confrontation avec la société, l'aptitude à déployer ses attaques dans les domaines les plus divers (du repos dominical à l'audiovisuel public, du droit à la retraite à l'hôpital public, du code du travail à l'école, des conditions de séjour des populations immigrées au développement constant des discriminations et des exclusions). Le social-libéralisme, qui constitue la ligne directrice du Parti socialiste, étale ainsi sa totale faillite. Responsables de la défaite électorale de mai 2007, les responsables de ce parti se sont ensuite montrés incapables de s'opposer à la politique du régime et du patronat. Leur démarche d'accompagnement des exigences du capitalisme libéral s'est effondrée avec la crise, sans même qu'ils montrent une quelconque capacité à changer d'orientation. Comme en Italie, en Autriche, en Allemagne, au Royaume-Uni, cette orientation ne peut mener qu'à de nouvelles défaites. Il est urgent de faire

émerger une autre gauche !

Le mouvement ouvrier est sorti des tragédies et défaites du siècle passé en proie à la désorientation. Face à des droites ayant su trouver le chemin de leur ressourcement idéologique à l'occasion de la contre-révolution libérale engagée dès le début des années 1980, les concepts de socialisme, de communisme, de changement radical de société se trouvent mis en doute dans les esprits. Tout un pan de la gauche, autour de la social-démocratie historique, y a trouvé le prétexte à son renoncement définitif à toute perspective transformatrice et à sa rupture avec l'héritage des combats passés pour l'émancipation humaine.

Cette crise touche aux fondements mêmes du mouvement ouvrier tel qu'il s'est historiquement construit :

Le communisme est entaché par la faillite du système né du stalinisme (qui a conduit à confondre communisme et totalitarisme) entraînant le discrédit non seulement de la révolution, de la notion de parti révolutionnaire, mais de la perspective même d'une alternative souhaitable au capitalisme. La voie sociale-démocrate, loin de profiter de l'effondrement du rival communiste, a subi, à retardement mais en profondeur, cette perte de substance, et confrontée à l'offensive capitaliste a été amenée à capituler : le social-libéralisme, plus encore qu'un réformisme sans réforme, est un ralliement plus ou moins ouvert aux impératifs du capitalisme le plus brutal...

Les forces d'extrême-gauche subissent pour leur part le poids de la marginalité politique durable dans laquelle elles se sont trouvées enfermées, et souvent les scléroses d'un attachement acritique à des modèles d'avant-gardisme se voulant être la marque de la volonté révolutionnaire.

De nouvelles questions se posent

Au-delà de la pertinence ébranlée de ces représentations du changement social et politique, ces forces ont été confrontées depuis plusieurs décennies à des transformations profondes de leur environnement social et culturel, qui ont conduit au développement d'un mouvement social multiforme, irréductible à ce qu'on désigne habituellement à travers l'expression de mouvement ouvrier :

► La marchandisation et l'intervention de l'Etat dans une gamme croissante d'activités sociales ont conduit à la politisation de sphères de vie de plus en plus nombreuses (jeunesse, santé, sexualité, environnement, développement urbain ...).

► Le développement des moyens de communication et d'échange a nourri un processus contradictoire d'uniformisation culturelle et d'exacerbation des inégalités au niveau mondial, qui rend plus problématiques les identifications collectives et tend à faire prévaloir, y compris dans les mobilisations collectives, l'affirmation de son « individualité ».

► Si le salariat a connu une extension sans précédent, sa physionomie a changé sous l'effet de la féminisation, de l'instauration d'un chômage structurel et de la précarisation de l'emploi, de l'accroissement de la scolarisation, de l'intensification des flux migratoires et de la désindustrialisation relative des économies occidentales.

► Le mouvement ouvrier, s'il a été d'emblée international, s'est développé dans le cadre des Etats-nations, s'adaptant aux réalités culturelles et institutionnelles de ces derniers, ce qui lui rend souvent difficile sa projection à d'autres niveaux.

C'est dans ces conditions que sont apparus des mouvements sociaux inédits, portés par de nouveaux acteurs collectifs. Dans le monde du travail, il faut ainsi souligner l'importance de la lutte des travailleurs sans papiers pour leur régularisation qui, en 2010, a fini par imposer un recul au patronat et au gouvernement, rouvrant dans la société française le débat sur l'égalité des

droits et la régularisation des sans-papiers. C'est le cas également des mouvements de jeunes, du féminisme, des mouvements écologistes, des associations homosexuelles, de solidarité avec les enfants sans papiers scolarisés (RESF), des mouvements indigénistes en Amérique latine... Le développement des migrations et des « diasporas » a posé en termes nouveaux les luttes antiracistes et de solidarité globale, qui ne peuvent plus être subordonnées à l'activité des mouvements ouvriers nationaux.

Ces multiples luttes peuvent et doivent être articulées, car rien ne les conduit naturellement et mécaniquement à converger. Le travail politique de mise en concordance de la pluralité des dominations, des luttes et des antagonismes sociaux, en est d'autant plus important.

L'essor du mouvement altermondialiste a mis en lumière tous ces enjeux : comment tisser de nouvelles solidarités du local au global ? Comment rendre à nouveau crédible l'idée qu'un autre monde est possible ? Comment articuler les « anciens » et les « nouveaux » mouvements sociaux ? Si le mouvement alter a commencé à apporter des réponses, les échecs enregistrés face à la politique guerrière de l'impérialisme, les débats toujours en cours sur la stratégie qu'il convient de déployer pour donner au mouvement un nouveau souffle, la question toujours pendante du rapport aux partis politiques ont posé de sérieuses limites aux espoirs qu'il avait soulevés.

Dès lors, pour tous les mouvements progressistes, qu'ils se revendiquent du mouvement ouvrier, de l'altermondialisme ou d'autres mouvements sociaux, l'affrontement avec le système se fait encore sans visibilité historique. Il en résulte un éparpillement maintenu des luttes, confinées à leurs champs respectifs (politique, syndical, environnemental, etc.), et souvent condamnées à une posture défensive. Dans ces conditions, le risque est souvent grand d'une désagrégation des repères conduisant à de multiples errements possibles (dans l'intégration au système ou dans les fuites en avant sans perspective réelle...).

L'hégémonie de la social-démocratie sur la gauche est déterminée par sa puissance institutionnelle et sa capacité d'apparaître encore comme un moindre mal face à des droites brutalement réactionnaires. Pour autant, elle ne dispose ni de la volonté ni des moyens de répondre positivement aux aspirations populaires et de proposer le moindre projet mobilisateur. Elle se trouve en outre fragilisée par la crise générale des systèmes parlementaires, sur lesquels elle avait fondé sa prédominance passée, qui se trouvent minés par les tendances autoritaires qui accompagnent le néolibéralisme capitaliste.

C'est dans ce contexte qu'un espoir a pu commencer à renaître avec l'émergence de nouvelles forces politiques, coalitions ou nouveaux partis en Europe : Die Linke, Bloc de Gauche, Alliance Rouge/Verte, coalition Synaspismos-Syriza... Par-delà des contextes très différents, chacune de ces forces a su contribuer à une réorganisation de la gauche et du mouvement ouvrier, à poser à ces derniers la question cruciale de l'unité des composantes de la gauche de transformation, à polariser le débat, à engranger des succès électoraux et politiques.

Ainsi se présente un double défi :

► Celui de se doter d'un projet, d'une orientation politique qui, à partir des coordonnées du moment, des exemples qui s'offrent à nous en Europe et dans le monde, permette d'accumuler des forces, de surmonter les divisions de la gauche qui veut rester à gauche, d'identifier les questions décisives qui permettront de bouleverser la donne à gauche. Pour être celui de l'avenir, un tel projet doit démontrer sa capacité, d'une part de répondre en termes neufs aux exigences du temps - la démocratie, l'écologie, la possibilité d'un progrès humain...-, et d'autre part de convaincre une majorité de la société d'appuyer cette orientation de rupture pour enclencher la dynamique qui ouvrira la voie de la transformation sociale.

► Celui, parce que ce travail politique est indissociable d'une élaboration stratégique, de la

réaffirmation de l'urgente nécessité d'une alternative de civilisation au capitalisme. « Socialisme ou barbarie », tel demeure bien le choix devant lequel l'humanité est toujours placée. Cet horizon nécessaire et souhaitable de la lutte des classes fut généralement nommé par le mouvement ouvrier socialisme et communisme

On voit combien cette double réponse combinée est difficile et comment pour y échapper les tentations sont fortes, soit de renoncer au neuf pour se replier sur le passé, soit de se précipiter dans le neuf au seul titre du neuf, en décrochant des ancrages mêmes du mouvement ouvrier.

A titre d'exemple, on voit que l'écologie politique est susceptible d'illustrer ce risque, quand elle se positionne comme une force désireuse de prendre le relais d'un mouvement ouvrier qui serait dépassé. En fait, la prise en compte de l'exigence écologique est aujourd'hui incontournable, mais elle ne peut à elle seule représenter une réponse globale et cohérente à l'ensemble des problèmes posés. Contournant la définition nécessaire de l'ennemi à combattre (le capitalisme), elle en vient souvent à marier des réponses économiquement et socialement contradictoires, pouvant y compris conduire à une orientation politique écolo-libérale...

Pour notre part, nous assumons l'histoire de ce combat séculaire qui est celui des dominés et du mouvement ouvrier. Celui de la lutte pour l'émancipation de tous et la construction d'un monde meilleur, l'universalité des droits de l'homme et de la femme. Nous puisons dans le meilleur de la pensée humaine, des idées de la Révolution française et de la République sociale de Jaurès. Nous nous référons à Marx, qui avait choisi le nom de *communisme* pour désigner le mouvement même d'abolition de l'ordre existant ; mouvement entamé de longue date qui est, non la promesse d'une « Cité idéale » ou d'un « Homme nouveau », mais le combat révolutionnaire des opprimés... Ce combat, à la différence des oublieux et des partisans de la table rase, nous nous en revendiquons et voulons le réhabiliter, afin de réinventer un projet pour le présent et l'avenir.

Reste qu'au 20ème siècle l'histoire de ce mouvement a été entachée de crimes et de trahisons. Du fait de la social-démocratie (L'Union sacrée, les guerres coloniales, les fusillades d'ouvriers...). Du fait du stalinisme (les crimes de la contre-révolution bureaucratique, le totalitarisme...). Pour nous, le communisme est celui de l'Opposition de gauche, un communisme antistalinien, le socialisme est celui de la classe ouvrière luttant contre l'exploitation et pour la République sociale, et non pour une prétendue étape du changement social se finissant en impasse.

Ces mots de socialisme et communisme sont malheureusement des mots défigurés, des mots blessés. Mais ils renvoient toujours à des exigences vitales. Ce sont celles-là qui nous préoccupent lorsque nous voulons définir un projet d'émancipation et participer à la construction de la force organisée capable de le porter.

Après les caricatures monstrueuses du 20ème siècle, il y a urgence à redéfinir un projet de société, libérée de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression. Un travail qui se fera collectivement à travers la construction d'une force porteuse de cet espoir. Cela signifie que la présente contribution doit être prise comme une première approche. Au service d'une élaboration qui nécessairement sera longue.

III. Pour une alternative socialiste !

L'heure est à la refondation d'une perspective de libération pour le monde du travail, à l'élaboration d'un projet tirant lucidement le bilan des expériences passées et s'appuyant sur les potentialités prometteuses qui surgissent. Dit autrement, l'urgence est à la reconstruction d'une gauche digne de ce nom et à la création d'outils adaptés pour y parvenir.

Contre la menace permanente et multiple de la barbarie capitaliste, il faut militer pour un autre mode de production, une autre société, pleinement démocratique, autogestionnaire... Et s'attaquer aux défis de la survie et de l'épanouissement de l'humanité...

Œuvrer à la renaissance d'une perspective d'émancipation pour le siècle qui s'ouvre.

Un socialisme qui remette à l'ordre du jour l'appropriation sociale des grands moyens de production et d'échange et qui fasse en sorte que le travail cesse d'être une marchandise. Qui pousse la démocratie jusqu'au bout, étende considérablement les droits et libertés conquis en régime capitaliste, permette au plus grand nombre d'exercer sa souveraineté et d'user de son suffrage dans tous les domaines, de l'entreprise à la Cité. Qui récuse aussi les dérives mortifères de l'étatisme, pour organiser le transfert massif des pouvoirs vers un système d'autogestion sociale. Qui libère les aspirations à l'autonomie des individus, intègre les apports du féminisme dans une lutte résolue contre la division sexuée du travail et toutes les formes d'oppression sexiste, récuse le productivisme dont l'humanité a pu mesurer les dégâts. Qui encourage la libre circulation du savoir et de l'expérience, conditions d'un développement équilibré des forces productives.

Le Service public représente de tous ces points de vue un outil majeur. « Liberté, égalité, fraternité » ne restent que de beaux mots tant que les politiques publiques et les services publics ne viennent leur donner sens et réalité. Sans mythifier le passé, ni le déconstruire par principe, la volonté doit être tout au contraire de les développer, les démocratiser, les rendre plus efficaces. Il faut viser à ce qu'ils assurent la réalité des droits fondamentaux, et aussi jouent tout leur rôle dans le développement économique et l'orientation de celui-ci. Aux besoins fondamentaux - en matière de santé, d'éducation, d'eau, d'énergie, de transports, de logement...-, il doit être répondu en termes de services publics. Aujourd'hui de nouvelles exigences doivent aussi trouver des réponses en ces termes de services publics : l'information et la culture, la défense de l'environnement, la petite enfance et le 4ème âge...

Les services publics doivent être des écoles de la démocratie sociale. Si les néolibéraux les combattent et les détruisent avec tant d'acharnement, c'est à la fois parce qu'ils représentent une exception face au marché et à ses appétits, mais aussi parce qu'ils profilent un projet de civilisation qui va à l'encontre de la concurrence libre et non faussée de tous contre tous.

Il faut redonner leur sens aux mots qui permettent de dessiner la perspective d'un changement radical de société.

La lutte contre le capital est une question centrale

Centralité de la contradiction capital/travail, nécessité d'une perspective anticapitaliste. L'anticapitalisme, c'est le refus qu'une petite minorité qui, parce qu'elle détient la propriété des moyens de production et d'échange, décide du sort de la majorité des humains. Mais c'est aussi le rejet de la marchandisation du monde, c'est-à-dire du principe faisant de la valeur d'échange la mesure de toute chose. Ce qui suppose de retrouver le fil rouge de la lutte des classes, de prendre le contre-pied des discours qui proclament celle-ci disparue, avec la classe ouvrière. Donc faire de la question sociale le centre de gravité de tout projet politique. Mais ce fil rouge ne pourra être retrouvé que si les « luttes ouvrières » se nourrissent en retour de toutes les aspirations démocratiques qui ont émergé hors de ce champ. Il ne s'agit donc pas de chercher à retourner vers la figure hégémonique du « producteur » (qui subordonne la politique à un « intérêt de classe » qui lui serait extérieur).

Le rapport capital/travail, dans la mesure où l'organisation des rapports de production et d'échange sous le mode capitaliste domine aujourd'hui la planète entière, est le cadre dans lequel s'inscrivent les rapports d'oppression qui ont préexisté à son apparition (rapports hommes/femmes, rapports entre peuples), ainsi que le rapport entre l'homme et son environnement naturel. Il convient donc d'analyser les imbrications entre capitalisme et oppression des femmes, exploitations spécifiques basées sur l'origine ethnique, exploitation et gaspillage des ressources naturelles... et de montrer en quoi le capitalisme s'en nourrit. Donc, sans qu'il soit leur seule cause, ce dernier est un obstacle majeur à leur disparition. La lutte contre le capital permet d'unifier, à condition de ne pas masquer leurs spécificités, les différents combats contre l'exploitation et l'oppression, et d'éviter les tentations communautaristes et sectorielles.

Socialisme: l'horizon d'une société d'égalité

L'anticapitalisme cible un ennemi mais ne fait pas un programme. Il est nécessaire de penser en positif la lutte politique : un parti pour le socialisme. Socialisme, en ce qu'il s'attaque à la propriété privée de moyens de production et d'échange, à la loi du profit, refuse les inégalités monstrueuses de la société bourgeoise (entre classes, entre hommes et femmes, entre régions du monde, entre pays...), le gaspillage et la confiscation des richesses produites par le travail humain, et l'irresponsabilité quant à l'avenir de la planète... Donc, assumant les défis écologiques, ceux du féminisme, et assurant une perspective de civilisation (avec les dimensions de culture, de justice, d'urbanité...).

Démocratie : pas d'égalité sans liberté, pas de liberté sans égalité !

La démocratie au cœur du projet d'émancipation.

La première exigence est, aujourd'hui et demain, ici et partout, le refus de toute régression des libertés acquises.

- ▶ Garantir les libertés de pensée, d'expression, d'organisation.
- ▶ Défendre et dynamiser l'indépendance syndicale, l'indépendance de la justice, des moyens d'information.
- ▶ Défendre et dynamiser les processus électoraux et le suffrage universel, les pouvoirs autonomes des communes et des collectivités locales au regard du pouvoir central

► Démocratiser la vie politique en luttant contre la professionnalisation politique, contre l'inégalité entre hommes et femmes dans l'exercice de la citoyenneté politique. Il faut chercher à produire du sein même du champ politique les conditions de subversion de cette logique professionnelle : non cumul des mandats, suivi et contrôle public des mandats, rotation obligatoire, limitation et contrôle strict de la rémunération, arènes régulières de confrontation entre public et représentants...

► Reconnaître la pluralité des formes et des niveaux de la démocratie, sans les opposer : élective, délibérative, participative ; politique et sociale, appelant des institutions ad hoc dans les différents secteurs sociaux (services publics avec usagers, entreprises autogérées, médecins et malades, habitants...) avec pouvoirs décisionnels sur leur champ de compétence.

Cette logique démocratique impose une rupture radicale avec la Vème République. Celle-ci concentre de manière quasi monarchique les pouvoirs à la tête de l'Etat, étouffe la vie parlementaire et porte gravement atteinte aux indépendances décisives de la justice, de la presse, diffuse à tous les niveaux de l'Etat et de la société le poison de l'autoritarisme... L'hyper-présidence sarkozyste a poussé jusqu'à la caricature tous ces traits dangereux, sa crise actuelle rend possible et urgente le passage à une VIème République restaurant un fonctionnement démocratique de la vie politique.

Au-delà de ces exigences minimum, la perspective émancipatrice est celle d'une démocratie poussée au bout, qui fasse tomber le mur qui isole le citoyen du travailleur, qui prenne en charge l'ensemble des problèmes de la société les soumettant au pouvoir de décision de l'ensemble des membres de celle-ci, à égalité de droits, et dans un climat de délibération démocratique sans limites.

Libérer l'information et la culture du pouvoir et de l'argent : un enjeu clé de la démocratie !

De façon croissante les grands médias sont monopolisés par les puissances d'argent et mis au service de la domination politique et idéologique de la classe dirigeante.

Pour celle-ci, les gigantesques moyens humains et techniques que mobilisent les grands médias doivent obéir à la seule loi du profit (place par exemple de la publicité à la télévision, radio ou cinéma, privatisation de l'art pictural via les fondations de grandes entreprises) et à la défense des intérêts du pouvoir en place (il suffit d'observer le traitement médiatique des journées de mobilisations sociales ou des projets de contre réformes libérales dans les médias notamment audiovisuels). Du coup, l'information est mutilée et la culture ravalée à un divertissement, bien loin de sa dimension émancipatrice parce que tournée vers la diversité des cultures et des pratiques culturelles.

Quant à la culture dite « d'élite », elle reste en grande partie accaparée par des groupes sociaux étroits. L'ouvrage littéraire, le musée, la galerie de peinture, le théâtre... autant de domaines dont on voudrait faire croire qu'ils sont le lot des seuls privilégiés, et n'intéressent pas le peuple, qui serait cantonné au seul accès à une culture standardisée.

Cette logique participe du renforcement des inégalités sociales et culturelles.

En outre la politique d'austérité va diminuer drastiquement les moyens qui permettent de faire partager cette culture au plus grand nombre, et ce au détriment des professionnels de la culture et du public.

Cette situation qui ne fait qu'empirer est profondément réactionnaire : elle signifie une dramatique mutilation des forces créatrices de la société et des potentialités émancipatrices qui sont les siennes. Il faut restituer à l'information ce qui devrait être son véritable statut de dimension de la connaissance et de la culture. Et pour cela la libérer des puissances de l'argent, de la mainmise du pouvoir, instaurer un grand service public de l'information, qui donne aux personnels et en particulier aux journalistes la liberté de faire leur travail avec le sérieux et le talent que la société

attend d'eux, et à celle-ci l'information de qualité à laquelle elle a droit.

De même la culture doit être libérée des mains des marchands et de la médiocrité qu'ils veulent lui imposer. Un service public de la culture serait l'instrument pour que s'épanouissent toutes les potentialités dont une société comme la nôtre est riche. Ce qui signifie également une extension du temps libéré.

Telles sont les voies pour donner à la démocratie l'élan qui est nécessaire.

Syndicalisme : la base des contre pouvoirs.

Confrontés à une offensive générale et mondiale, les syndicats et les syndicalistes payent le prix fort à la mondialisation libérale. Ils restent pourtant, comme on le voit partout, un élément essentiel de résistance et de formation à la démocratie sociale. Une grande partie du syndicalisme se voit aujourd'hui menacée par les logiques d'adaptation aux contre-réformes libérales. Les militantes et militants attachés à la transformation radicale de la société sont concernés au premier chef par ce qui s'y passe. Il leur appartient de contribuer à faire des syndicats les premiers instruments de la résistance et de la contre-offensive sociale, d'une réorganisation générale et unitaire des forces du salariat, de la formation d'une conscience commune à la classe des travailleurs. Dans le respect scrupuleux de l'indépendance syndicale - car rien ne serait pire que de reproduire la subordination désastreuse du mouvement social aux stratégies de partis -, il leur faut donc militer dans les organisations syndicales, aider à leur développement sur une base d'unité et de lutte de classe.

L'indépendance syndicale par rapport au pouvoir politique est un élément décisif de notre réflexion programmatique. Mais il faut également repenser les structures du syndicalisme désormais inadaptées à la nouvelle organisation du travail à tous les niveaux territoriaux. La précarité, la sous-traitance, les délocalisations sont également autant de défis que le syndicalisme doit surmonter. Lorsque le chômage frappe des millions de salarié-e-s il est plus que jamais nécessaire que le syndicalisme soit capable aussi de sortir de l'entreprise pour défendre tous les salariés.

Ecologie : sauver la planète pour sauver l'humanité

La reconstruction d'une perspective socialiste pour le 21^{ème} siècle ne peut se faire sans intégrer la question écologique dans toutes ses conséquences. Le socialisme écologique implique que la satisfaction des besoins sociaux des êtres humains suppose le développement de conditions de vie et d'un environnement vivable.

L'idéologie productiviste qui recherche le développement sans limite de la production, quelles qu'en soient les conséquences sur l'environnement, ne peut permettre un véritable développement soutenable des sociétés humaines sur notre planète.

La marchandisation généralisée de toutes les sphères de la société développe des pratiques consuméristes aliénantes, qui multiplient sans cesse des supposés « besoins » pour créer des nouveaux marchés, et ceci alors que bien des besoins humains fondamentaux (se nourrir, se loger, accéder à l'éducation et à la culture...) restent insatisfaits car non solvables.

La rupture avec la logique productiviste du capitalisme suppose de faire prévaloir la valeur d'usage des biens sur leur valeur marchande. Cela veut dire enclencher un processus de démarchandisation des besoins fondamentaux. Cette question est inséparable d'une extension des processus démocratiques pour déterminer les priorités sociales à mettre en œuvre. Recul de la marchandisation dans les sphères sociales et extension de la démocratie vont de pair.

Démarchandiser le monde, c'est lutter contre l'exploitation des hommes autant que des ressources naturelles. Valoriser les activités humaines autrement que par les mécanismes du marché, c'est redonner toute leur importance aux processus de délibération pour soumettre la production aux besoins humains et aux impératifs de préservation de l'écosystème. C'est la planification démocratique et écologique contre les mécanismes aveugles du marché. Dans leurs missions de services publics ces derniers doivent prendre en compte la mise en œuvre et le financement de toutes ces dimensions écologiques. C'est le moyen de se réappropriier les usages de sa propre

vie, plutôt que d'aliéner celle-ci dans la figure du consommateur passif.

Révolution : la rupture incontournable

Dire que la rupture est incontournable, ce n'est pas plaquer une opposition à priori et irréductible entre « réformistes » et « révolutionnaires », mais comprendre que toute réforme de structure ou de simple limitation des empiètements du capital ne peut s'opérer sans affrontements majeurs, et sans avoir pour horizon la rupture avec les fondements du système. C'est entendre révolution comme changement de paradigme. L'idée de révolution repose sur l'identification d'un ennemi systémique : le capitalisme. Elle ne signifie pas que le renversement du système peut se faire par décret, du jour au lendemain, mais que la substitution d'une logique à une autre se heurtera nécessairement à des intérêts sociaux garantis par le système en place.

Pas de nostalgie donc à l'égard du mythe du « grand soir », parfois associé à Octobre 1917. Outre que ce dernier relevait d'une tout autre complexité, il ne saurait en tout état de cause être établi comme modèle pour des sociétés développées façonnées par des décennies de luttes sociales et politiques. Dès le début des années 1920, l'échec de la révolution allemande avait conduit les dirigeants de l'Internationale à s'interroger sur cette même question, et Gramsci, avec les idées de « guerre de position » et de conquête de l'hégémonie, avait compris combien la transformation sociale est un processus, qui oblige à être attentif à tout ce qui prépare la révolution avant la révolution, à tout ce qui est déjà germe de la société future dans la société présente...

L'expérience historique en fait foi : dans nos sociétés complexes disposant d'une réelle vie démocratique, aussi corsetée soit-elle par les institutions de la classe dominante, la rupture avec le capitalisme ne s'opérera pas par la simple généralisation des luttes conduisant à un bref et unique affrontement avec l'État. Si elle veut réellement être l'expression consciente et démocratique des classes populaires, elle s'appuiera inévitablement sur un processus conjoint de mobilisations sociales prolongées et d'élections. Ce qui permettra, à chaque étape, de renforcer, de légitimer et d'exprimer pleinement les aspirations majoritaires du peuple, tout en garantissant à ce dernier le contrôle constant du processus de transformation de la société.

Cette rupture doit être pensée à l'échelle internationale. A terme, une expérience de rupture avec la logique de la concurrence ne saurait se pérenniser à l'échelle d'un pays, voire d'un continent. Le processus révolutionnaire implique donc son extension au-delà des frontières nationales, la capacité à surmonter les rythmes différents de développement des confrontations sociales suivant les pays, la volonté de tisser des alliances avec les peuples, pour dessiner la perspective d'un projet de civilisation à l'échelle mondiale, une mondialisation au service des peuples alternative à celle soumise à la course au profit.

IV. Un nouveau parti pour un socialisme démocratique

À terme, la question est posée d'une nouvelle représentation politique pour le monde du travail. Nous sommes convaincus que le capitalisme ne peut être dépassé graduellement, qu'une rupture, révolutionnaire autant que profondément démocratique, s'impose avec l'ordre dominant. Mais nous considérons que cela n'interdit en rien de faire, avec d'autres courants, l'expérience loyale d'une même formation politique, dès lors qu'existerait une vision commune des enjeux du moment et des tâches qui en découlent.

Ce nouveau parti ne saurait toutefois procéder de la volonté ou des décisions d'une seule organisation. Il émergera nécessairement à la faveur d'une redistribution générale des cartes à gauche, de la convergence de courants politiques héritiers d'une série de traditions du mouvement ouvrier organisé, de secteurs porteurs de l'expérience du mouvement social, de militantes et militants issus des nouvelles générations, de forces actives sur les nouveaux terrains de mobilisation. Il résultera de débats de fond, de la vérification concrète des accords existants entre ces diverses réalités. De semblables processus sont en gestation un peu partout, notamment en divers pays de l'Union européenne et avec les processus d'internationalisation des luttes.

Un parti, parce que agissant sur le terrain politique-institutionnel. C'est-à-dire que sont essentielles la confrontation avec le pouvoir d'Etat, voire sa conquête, et la formulation d'une vision du monde alternative. On ne saurait donc se contenter de mettre en réseau des révoltes, il est nécessaire de travailler à une cohérence d'ensemble. C'est ce qu'a longtemps signifié la forme sociale parti/programme, idée qu'il faut préserver. Mais cela ne saurait se faire en prétendant continuer ou rééditer ce que furent les partis constitués à la fin du 19ème siècle et au 20ème siècle, leurs relations internes fortement hiérarchisées, certains modes disciplinaires et d'étouffement des individualités, et surtout leur volonté d'imposer l'autorité partisane sur les mouvements sociaux, les associations et syndicats... A juste titre, les mouvements sociaux n'acceptent plus cela, les personnes exigent que l'engagement militant soit compatible avec le respect de l'individualité, et le pluralisme partisan interdit de supposer l'existence d'une vérité politique unique. Donc le parti à construire doit être d'un autre type, profondément démocratique, dans son fonctionnement interne, dans ses relations avec les mouvements sociaux, dans ses rapports à la société. Il s'agit de viser une dialectique inédite entre le mouvement populaire, les multiples organisations qu'il suscite et anime en permanence, et le parti ayant pour ambition d'être un catalyseur des capacités d'auto-émancipation de ce même mouvement.

Ce nouveau parti indispensable devra s'identifier par sa contestation conséquente du capitalisme. Il aura à tirer les leçons de la double faillite des régimes bureaucratiques de l'Est européen et de la social-démocratie. Il œuvrera à une synthèse audacieuse du meilleur des héritages et des cultures ayant jusqu'alors structuré la gauche et le mouvement ouvrier : ceux du socialisme historique se revendiquant toujours de la République sociale, de la visée communiste, de la tradition révolutionnaire, de l'écologie radicale, du féminisme, de l'antimilitarisme, de l'autogestion... Il se trouvera fondé sur l'indépendance de classe, illustrera sa vision du changement social par un

enracinement sans cesse renouvelé dans les mobilisations populaires. Il fonctionnera de manière transparente et démocratique, garantissant le pluralisme des opinions et courants en son sein.

Ce parti sera résolument internationaliste. Dès son origine le mouvement ouvrier a su que son combat était d'essence internationaliste : la solidarité ouvrière ne saurait connaître de frontières et il est vital de lutter pied à pied contre toutes les formes de division qu'impose la domination bourgeoise. Ce même mouvement ouvrier a conquis ses lettres de noblesse dans ses grandes batailles contre les guerres impérialistes, contre le colonialisme, contre le racisme, le fascisme et l'exploitation des peuples. Et, dans de trop nombreuses et dramatiques occasions, à l'inverse il a sombré dans la déchéance lorsqu'il a renoncé à ses valeurs pour pactiser avec le nationalisme de sa bourgeoisie.

A l'heure de la mondialisation capitaliste, qui unifie l'ensemble de la planète sous un même mode d'exploitation et de domination, l'exigence internationaliste se fait encore plus grande que par le passé. Il faut s'opposer à la mise en concurrence universelle imposée aux classes ouvrières, et aux défis globaux de la crise écologique : l'avenir de l'Humanité se joue comme un tout.

Toute lutte, dans quelque partie du monde qu'elle se joue, est un gain pour l'ensemble des peuples si elle triomphe, une défaite si elle échoue, et un apport d'expérience utile à tous.

L'impératif internationaliste appelle à se concrétiser en une nouvelle Internationale. Autant celle-ci est difficile à mettre sur pied, autant il convient de travailler à réunir les conditions qui rendront celle-ci possible.

Le rassemblement de forces et de militants voulant agir ensemble dans les luttes et les élections doit permettre de faire mûrir la perspective de ce nouveau parti pour un socialisme démocratique.

V. Construire et transformer le Front de Gauche pour changer la donne à gauche

En France, la bataille référendaire de 2005 contre le Traité constitutionnel européen, qui visait à graver dans le marbre des politiques dont la faillite s'avère désormais patente, a démontré qu'une autre gauche pouvait voir le jour, qu'il lui était possible de gagner une majorité au sein du peuple de gauche. Elle a prouvé que l'orientation d'accompagnement du néolibéralisme, à laquelle s'est entièrement vouée la direction du Parti socialiste, pouvait être battue.

Le chemin qui conduit à une réorganisation d'ensemble de la gauche et du mouvement ouvrier n'est évidemment pas simple. Il convient, en effet, de surmonter le poids des défaites antérieures, du désarroi que celles-ci ont engendré, des divisions qui opposent entre elles les diverses composantes de la gauche de transformation sociale et écologique.

Pour dépasser pas à pas tous les obstacles, l'existence du Front de Gauche a permis à ses composantes de répondre en commun aux urgences du moment, de tester à la chaleur de l'expérience pratique la réalité de leurs convergences et de leurs différences.

Il lui faut encore s'ouvrir à toutes celles et tous ceux qui partagent sa démarche de construction d'une perspective à vocation majoritaire au cœur de la gauche, en faisant bouger les lignes à l'intérieur de cette dernière. Cela concerne au premier chef les syndicalistes et animateurs du mouvement associatif, mais aussi les acteurs du combat culturel et intellectuel, dont l'apport et l'expérience seront précieux pour franchir une nouvelle étape. Cela concerne aussi les courants de gauche ou écologistes, ainsi que ceux de ses partenaires des élections régionales qui partageraient cette perspective.

L'objectif est de faire du Front de Gauche :

► Un front de résistance, pour s'opposer à toutes les attaques dont les travailleurs et le peuple sont victimes... Le pouvoir sarkozyste depuis plus trois ans porte des coups de boutoir mortels contre tous les acquis sociaux et ce qu'il est convenu d'appeler un certain « modèle français » : les ripostes doivent se fixer pour objectif de stopper ce démantèlement et d'en inverser le cours. Dans le même temps la Grèce témoigne de l'ampleur et de la gravité de ce que le capitalisme prétend imposer aux peuples : c'est une bataille centrale de grande envergure qui se dessine, pour déterminer qui, de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, des rentiers ou des travailleurs, paiera la crise ! La première urgence est de faire converger les conflits engagés avec le pouvoir et le Medef. L'objectif d'un « tous ensemble » est plus que jamais à l'ordre du jour. Il doit néanmoins se construire à travers la défense de perspectives qui tendent à unifier les résistances, à contrecarrer

les tentatives d'isoler chaque lutte dans une posture défensive. Sur chacun des dossiers où se joue la confrontation sociale, à partir de chaque secteur en butte aux attaques, aux plans national et international autant qu'à l'échelon local, il convient de travailler à la construction des cadres unitaires les plus larges. Des cadres associant forces de gauche, organisations syndicales, associations, mouvements de jeunesse, structures démocratiques, féministes, altermondialistes, antiracistes, écologistes.

Cela doit permettre de s'opposer à la logique du capitalisme sur l'ensemble des terrains, celui de l'emploi, des salaires, des retraites, de l'assurance-chômage, de la santé, du temps de travail, des services publics, des droits des femmes, des sans-papiers et des discriminations en général.

► Un front porteur d'une alternative au pouvoir de la droite, au social-libéralisme et à l'écolo-libéralisme. La droite doit être battue pas seulement et d'abord électoralement, par le simple jeu d'une alternance institutionnelle, mais socialement, par la mobilisation populaire, et idéologiquement, au nom d'une politique de gauche s'imposant comme dominante dans les consciences.

C'est pourquoi il doit porter une perspective de pouvoir de nature à dégager une majorité dans les classes populaires et la société... Un « nouveau Front populaire », rassemblant dans leur diversité forces politiques, militant-e-s syndicaux et associatifs, citoyens, unis dans une même perspective de changement politique radical et de transformation sociale profonde.

► Un front qui considère que l'action politique se déroule aussi sur le terrain culturel, pour la conquête de « l'hégémonie ». La culture est une question éminemment politique car elle est le terrain des affrontements idéologiques : argumenter pied à pied face aux offensives de l'idéologie dominante (sur la crise, la dette, le chômage, la Sécu, les licenciements, les salaires...), être présent auprès des salariés en lutte, relayer leur combat dans la sphère publique. Soulignons le rôle essentiel de la presse, « nouveaux médias » et presse classique...

► Un front qui se construise comme un cadre d'élaboration théorique et pratique du socialisme à venir.

Avancer vers des assises du Front de gauche

L'enjeu essentiel est de franchir une nouvelle étape: faire du Front de Gauche un véritable front, politique et social, pérenne. La gauche n'est pas que la somme de ses partis : penser en ces termes, c'est se condamner à reconnaître la prééminence électorale du social-libéralisme. La vraie gauche ne se coule pas dans les frontières du champ politique institutionnel, elle les subvertit. Elle est un vaste mouvement de syndicats, d'associations, de citoyens, d'expériences sociales et culturelles, de groupes militants et de partis. C'est en repensant les relations entre mouvements sociaux et partis politiques que nous pourrions changer effectivement et durablement les rapports de force au sein de la gauche. Il s'agit d'élaborer un projet politique d'ensemble, par un processus de réflexion collective s'appuyant sur le travail théorique et sur l'expérience pratique des acteurs sociaux.

Ces assises doivent permettre aux militants syndicaux et associatifs, aux forces issues du monde de la culture et de la création, de prendre toute leur place dans cette construction novatrice qu'est le Front de Gauche, contribuant à lui donner un nouvel élan. Elles représenteraient enfin le cadre possible de l'élargissement du Front de gauche aux forces et sensibilités en accord avec une démarche consistant à changer la gauche en y conquérant la majorité sur une orientation de transformation sociale et écologique. Elles pourraient, sur cette base, poser un jalon de la discussion qui devra suivre pour organiser l'intervention commune à l'occasion des échéances politiques et électorales des deux prochaines années.

Ces assises devraient faire l'objet d'une préparation à l'échelon local comme départemental. Elles auraient pour premier objectif d'œuvrer à un processus approfondi d'élaboration d'une offre stratégique et programmatique. L'élaboration du programme et de la stratégie ne saurait obéir au mécanisme traditionnel de la définition par un ou des partis, à proposer ensuite au mouvement social et aux citoyens, dans l'espoir qu'ils le valideront par leur bulletin de vote. L'enjeu est tout autre : celui d'une réappropriation collective de la démocratie.

Voilà à quoi pourraient servir des Assises du Front de Gauche : travailler à un programme partagé et établir les bases d'une stratégie commune posant les premiers actes d'un mouvement vers un nouveau front populaire. Dans la perspective de l'engagement d'un tel processus, quelques éléments soumis à la réflexion...

Pour un Front de Gauche qui pose la question du pouvoir : vers un nouveau Front Populaire

Le Front de Gauche doit se doter d'une stratégie qui vise à dépasser l'opposition entre conquête et exercice du pouvoir, formulée en son temps par Léon Blum, et dont la distribution des rôles s'est cristallisée de nos jours dans le partage entre un social-libéralisme gestionnaire et une extrême gauche orientée vers l'attente patiente de l'événement révolutionnaire. Pour remplir son rôle, il doit accepter le défi de la conquête du pouvoir politique, sans se laisser enfermer dans l'Etat tel qu'il est : pas seulement changer l'Etat, mais changer d'Etat.

Dans cette perspective, le débat sur les conditions d'une majorité et d'un gouvernement de rupture est évidemment fondamental. Des coalitions gouvernementales ou parlementaires sous la domination d'un Parti socialiste qui a renoncé à défendre une alternative au libéralisme conduiraient inévitablement à des catastrophes similaires à celles du passé. En prendre acte ne peut toutefois s'apparenter à une indifférence envers les débats traversant le reste de la gauche, voire à une posture qui, sous prétexte de méfiance envers les dérives institutionnelles d'hier, ne répondrait pas à la question centrale du pouvoir.

La proposition d'une Gauche solidaire portée par la direction du PS, en partenariat avec celle d'Europe écologie, vise à en finir avec le pouvoir sarkozyste en 2012. Mais sans réelle prise en compte des défis de la crise capitaliste, sans mise en question des fondamentaux du néolibéralisme, ni des règles institutionnelles de la Vème République. Moins de brutalité politique et sociale et davantage de prise en compte des exigences écologiques n'ouvriront pas la voie à une réelle transformation démocratique et sociale, ni ne permettront une dynamique sociale, une mobilisation populaire. Ce sera, non l'alternative qui serait si nécessaire, mais une nouvelle alternance, moins tournée vers les classes populaires que vers les électeurs en déshérence du centre et de la droite. Certes une telle évolution n'ira pas sans contradictions fortes au sein du Parti socialiste et d'Europe Ecologie, mais au total elle risque fort d'accélérer la marche vers une force démocrate à l'américaine.

Il convient d'ouvrir une nouvelle voie au combat pour la transformation sociale. Celle-ci suppose d'affirmer une proposition de nature à faire bouger les lignes au sein de la gauche, à y bouleverser les rapports de force, à peser sur les évolutions des courants se référant à l'écologie, à mettre un terme à l'hégémonie dont y dispose le social-libéralisme. De créer, ce faisant, les conditions d'une majorité à gauche et dans le pays et d'un gouvernement portant le fer au cœur des logiques libérales et capitalistes, mettant en œuvre - sans crainte de s'affronter aux forces dominantes - les grandes mesures d'une politique visant à la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents.

Pour cela il est indispensable de s'appuyer en permanence sur la mobilisation des travailleurs, seule à même d'assumer la confrontation nécessaire avec les classes possédantes. Rassembler

autour d'un programme de rupture avec l'ordre établi. Faire converger les réflexions présentes dans le mouvement social avec celles de la gauche qui n'entend pas se contenter d'une modeste alternance, mais agit pour un total bouleversement des orientations suivies à la tête du pays... Tel devrait être l'objectif !

Le Front populaire n'était pas un simple cartel électoral, mais un rassemblement alliant des partis politiques à une multitude de groupes, dont les principales organisations de la gauche sociale de l'époque : la CGT et la Ligue des droits de l'homme... C'est dans ce cadre qu'une victoire électorale a été suivie d'une vaste mobilisation sociale, qui a permis à son tour d'enregistrer des progrès inespérés au plan législatif.

Ce rappel ne vaut pas invitation pour rêver à une répétition d'une expérience passée, mais de faire appel à ce qu'elle représente dans la mémoire populaire.

C'est à partir de la formulation de cette offre politique destinée à transformer la donne à gauche, que le Front de gauche devra s'adresser au peuple de gauche et participer aux débats de clarification au sein de la gauche.

Des mesures pour enclencher le changement

Un débat est donc ouvert à gauche quant à la politique pouvant permettre la défaite de Sarkozy et de la droite, afin d'ouvrir la voie à un changement de la politique suivie au sommet de l'État. Ce débat confirme que deux choix opposés continuent de traverser la gauche : ou corriger aux marges les logiques de la financiarisation de l'économie et de l'ultralibéralisme, au nom du retour à des formes de régulation du capitalisme ; ou porter le fer au coeur du fonctionnement d'un système menaçant l'humanité de dramatiques catastrophes.

La démonstration vient d'en être faite en Europe : se borner à infléchir à gauche les déclarations d'intention, en rester aux demi-mesures pour limiter les « dérives » du capitalisme, cela conduit inmanquablement à s'incliner devant les exigences des marchés financiers, ainsi que l'a fait en Grèce M. Papandreou, président de l'Internationale socialiste.

L'esquisse de projet actuellement élaboré par la direction du Parti socialiste se situe d'évidence dans cette démarche des demi-mesures et des infléchissements de forme, sans remettre en cause ce qui a conduit partout la social-démocratie à mettre en oeuvre les contre-réformes exigées par le capital.

Aussi, dans le débat qui s'amorce à gauche, convient-il de fixer clairement les « marqueurs » d'une politique de gauche, à la hauteur des enjeux d'un moment historique marqué par une crise durable du modèle capitaliste et une faillite des orientations d'accompagnement du libéralisme.

Une politique de gauche digne de ce nom...

► **Commencera par revenir sur l'ensemble des dispositions de régression sociale et démocratique imposées par la droite**, en matière de droits des salariés, de conditions d'existence et de travail, de protection sociale, de services publics, de libertés et de discriminations, de mise en cause des droits des collectivités territoriales, de participation à des aventures impérialistes...

► **S'engagera dans une redistribution des richesses**. Au moyen d'une réforme radicale de la fiscalité, par l'augmentation forte des salaires, des pensions et des minima sociaux, par une vraie politique de réduction massive du temps de travail, l'objectif est de répondre aux attentes populaires en prenant sur les profits, en taxant les revenus du capital et les mouvements spéculatifs de capitaux, en récupérant les subventions et exonérations indûment accordées aux entreprises et aux plus fortunés, en interdisant les stocks options et autres parachutes dorés. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en revenir simplement au partage de la valeur ajoutée qui prévalait voici vingt ans, que le capital a fait évoluer de dix points à

son avantage, permettrait par exemple de récupérer au minimum 190 milliards d'euros chaque année...

► **Annulera la dette.** La dette publique est devenue l'argument massue du gouvernement - à coup de dramatisation de l'état des finances publiques (« le pays est en faillite ! ») et de culpabilisation (sa charge, si par égoïsme nous ne faisons rien, va écraser les générations futures !) - pour justifier les politiques d'austérité : baisse des salaires et des pensions, restriction des dépenses de santé, amputation des services publics...

Sous la menace de perdre la confiance des marchés financiers et de leurs agences de notation, il faudrait accepter tous les sacrifices. Car au moindre dérapage, nous répète-t-on, ce sera l'abaissement de la note, donc l'augmentation des taux d'intérêts, et la chute aux enfers ! Voyez le mauvais exemple de cette pauvre Grèce !

La dette publique française a en effet augmenté au rythme de la libéralisation financière - 20% du PIB en 1980, 64% en 2007, 68% en 2008 - , pour exploser après le sauvetage des banques opéré par Sarkozy : 81,5% du PIB en 2010. Si bien qu'en 2009 le service de la dette a représenté 43 milliards d'euros (deuxième dépense de l'Etat après l'Education nationale), soit la quasi-totalité de l'impôt sur le revenu, et beaucoup plus que l'impôt sur les sociétés.

Donc la situation est en effet scandaleuse et le cercle vicieux évident : il faut emprunter de plus en plus auprès des marchés financiers pour payer la dette due à ces mêmes marchés financiers ! Mais qui sont ces marchés financiers ? Les grandes banques, les sociétés d'assurance, les fonds de placement financier, lesquels financent les expertises des agences de notation... Parmi ces mêmes banques, et souvent au premier plan, les grandes banques françaises et allemandes, qui ont été sauvées de leur possible effondrement par l'injection massive de fonds publics, et qui aujourd'hui saignent la Grèce pour défendre leurs profits.

Et cette dette, pourquoi ? Du fait d'une politique délibérée et systématique du pouvoir. D'un côté, politique de dépenses militaires, de choix de l'euro avec des taux d'intérêt élevés, et perte de souveraineté monétaire qui interdit comme au long des « Trente glorieuses » le financement de l'endettement par la création monétaire. De l'autre, politique de faible fiscalité et de faible progressivité de l'impôt : baisse des impôts pour les revenus les plus élevés, bouclier fiscal, refus de taxer les hauts revenus, les patrimoines et les profits, inertie face à l'évasion fiscale... D'où une masse énorme de capitaux qui n'ont d'autre activité que de se livrer à la spéculation, y compris contre certains Etats particulièrement endettés.

Donc on emprunte à ceux qu'on refuse de taxer, leur permettant ainsi de spéculer davantage, ce qui oblige à de nouveaux emprunts, et à pour éviter des taux d'intérêts exorbitants on inflige une cure d'austérité générale aux salariés !

Bref, le capitalisme qu'il fallait moraliser et réguler, ce n'est pas pour aujourd'hui !

Briser le cercle vicieux, c'est rompre avec le mécanisme infernal qui alimente la spéculation, donc appauvrir les pauvres pour enrichir les riches.

Il faut annuler la dette, et d'abord celle des pays du Tiers monde pour lesquels la situation est encore plus dramatique. Ce qui, pour éviter le désastre économique lié aux faillites bancaires qui en résulteraient, implique de nationaliser les banques pour construire un pôle financier public, afin d'exercer un réel contrôle de la puissance financière au lieu de lui être servilement soumis, et mettre celle-ci au service du développement économique permettant de répondre aux enjeux sociaux et écologiques.

Ce grand pôle public bancaire par la nationalisation des principales institutions financières et la réappropriation de l'outil monétaire conduira à la remise en cause de l'indépendance de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales, lesquelles doivent revenir sous contrôle public.

► **Fera du service public sa priorité.** Non seulement les services publics n'ayant pas encore été démantelés doivent être défendus pied à pied contre toutes les offensives de privatisation et les directives européennes de déréglementation, ce qui suppose notamment de revenir sur les décisions de suppressions de postes dans la Fonction publique, mais tous

les domaines d'activité relevant de besoins fondamentaux des populations doivent devenir ou redevenir propriété de la collectivité : de l'éducation à la santé, de l'énergie à la gestion de l'eau, du transport à la petite enfance...

► **Fera primer la volonté collective sur l'égoïsme des marchés,** sans se préoccuper de respecter le sacro-saint droit de propriété : par exemple, à travers des mesures comme l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, l'instauration dans les entreprises d'un droit de veto des salariés et de leurs organisations sur toutes les dispositions contrevenant aux droits sociaux...

► **Mettra en oeuvre un nouveau modèle de développement, socialement utile et écologiquement soutenable.** Un tel objectif ne se révélera possible qu'en relevant le défi de l'instauration de véritables mécanismes de planification, lesquels, pour ne pas céder à la tentation de l'étatisme, feraient l'objet d'une élaboration démocratique prise en charge par les mouvements de citoyens et les Assemblées d'élus. Cette exigence, à l'heure où l'on vend jusqu'au droit de polluer, n'est pas qu'une urgence sociale, elle relève directement de l'urgence écologique : pour faire face aux menaces de destruction de l'existence humaine que la course au profit, étroitement associée au productivisme, fait peser sur la planète, il faut une grande politique de planification écologique. La logique de l'intérêt général doit s'imposer dans ces domaines essentiels de la vie collective que sont la santé, les équipements, les transports, les activités industrielles ou agricoles...

► **Engagera une grande politique de refondation républicaine, démocratique et sociale.** Lorsqu'une si grande partie des classes populaires et de la jeunesse se détourne régulièrement des urnes et, plus généralement, de l'action politique, il est urgent que la démocratie redevienne synonyme de souveraineté du peuple dans tous les domaines. Il faut, à cette fin, et en premier lieu, en finir avec une Vème République qui repose sur un fonctionnement quasi-monarchique des institutions, qui concentre tous les pouvoirs au sommet de l'État, qui reproduit en permanence et aggrave des phénomènes d'oligarchie. Une VIème République doit voir le jour, bannissant la présidentialisation et la personnalisation de la vie publique, redonnant le pouvoir aux citoyens et aux assemblées élues, favorisant la participation aux décisions grâce à des mécanismes de démocratie participative, luttant contre les discriminations et étendant le droit de vote aux résidents étrangers, favorisant une véritable égalité entre hommes et femmes, instaurant une authentique démocratie sociale qui donne aux travailleurs des droits de contrôle et de décision sur leurs lieux de travail...

► **S'émancipera de traités européens synonymes de destruction des droits sociaux et de régression démocratique,** à commencer par le traité de Lisbonne. Aucune orientation de confrontation avec la loi des marchés financiers ne peut être conduite dans les « clous » de tels textes. Les déclarer caducs est la condition pour engager un processus de refondation de la perspective européenne. Changer d'Europe s'impose, même si l'on veut sauver l'Europe elle-même, alors que l'offensive spéculative des fonds d'investissement et des banques contre la zone euro est en train d'ouvrir une ère d'âpres confrontations et concurrences entre les élites et classes dirigeantes de l'Union européenne. Pas plus qu'hier face à la mondialisation du capital, la réponse à une crise globalisée ne proviendra du seul cadre des nations. L'Europe peut être un cadre régional pertinent pour affronter les défis colossaux du moment. À condition qu'elle rompe résolument avec une construction qui discrédite, dans la conscience des peuples, l'idée européenne elle-même. Nous avons besoin d'une Europe bouclier social, d'une Europe de l'interdiction des licenciements et des délocalisations, du Smic européen, du retour au service public. D'une Europe qui mette fin à l'indépendance

de la Banque centrale, à sa sujétion aux marchés financiers. D'une Europe de l'harmonisation sociale et fiscale par le haut. D'une Europe d'une autre politique agricole commune, qui prenne le parti des petits agriculteurs contre les multinationales de l'agroalimentaire. D'une Europe du respect et de l'extension des droits des femmes, à commencer par leur droit à disposer de leur corps. D'une Europe de laïcité reconquise, déterminée à soustraire le continent à l'influence des obscurantismes religieux, à commencer par celui du Vatican. D'une Europe de l'égalité des droits pour tous ses résidents, et singulièrement de la régularisation des Sans-papiers. D'une Europe de la démocratie, non celle de petits cénacles qui agissent en toute opacité, mais celle des peuples décidant souverainement de la construction politique qu'ils veulent pour eux. D'une Europe de la paix et du co-développement, donc d'une Europe qui renonce aux ingérences impérialistes et néocolonialistes, qui sorte de l'Otan, qui retire ses troupes des théâtres d'opération où elles se trouvent engagées, de l'Irak à l'Afghanistan. D'une Europe qui s'engage pour le respect des droits des peuples et, par exemple, conditionne tout accord avec l'État d'Israël à la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État viable, sur l'intégralité des territoires occupés avec Jérusalem-Est pour capitale.

Conclusion

Aujourd'hui le mot crise vient incessamment au bout de la plume, à propos des domaines les plus divers... Signe que nous sommes dans une période de grande instabilité. Presque à chaque instant tout peut basculer : les systèmes, les équilibres mondiaux, les données politiques et sociales, le devenir des pays, l'existence des individus...

Le mouvement ouvrier, de qui devraient venir les réponses décisives, est lui-même en crise. Nous ne sommes pas de ceux qui s'en félicitent, considérant que la table rase est la condition de l'invention du nouveau. Parce que nous savons quels risques fait courir cette situation si elle ne trouve pas à assez court terme un début de réponse. Mais nous savons également qu'il ne suffit pas de fermer les yeux et de s'accrocher aux fausses certitudes du passé pour empêcher la catastrophe.

Le problème posé aux partis, courants et militants qui restent fidèles aux intérêts populaires et aux idéaux de gauche, est celui du dépassement des constructions politiques anciennes. Non pas pour renoncer à ce dont elles étaient porteuses, mais pour assurer la continuité et la renaissance de ce combat.

Combat de classe, contre un système d'autant plus dangereux qu'il est déstabilisé : le capitalisme, porteur d'exploitation et d'oppressions multiples. Combat féministe, écologiste, internationaliste..., seul à même d'offrir à l'Humanité un avenir. Celui de l'émancipation de toutes et tous.

Grande ambition !

Le présent texte ne prétend qu'à être un jalon pour ce vaste chantier.